



PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Direction du Développement Durable
et des Collectivités Locales
Bureau de l'environnement

Arrêté préfectoral n° 2014-1242 du 16 mai 2014
portant mise en demeure de la Société des Alcools Dénaturés
sise 8/12, rue du Pilier à Aubervilliers
de compléter la mise en sécurité du site en extrayant et
en neutralisant les cuves enterrées par un physique solide inerte

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu l'arrêté préfectoral n° 98-5311 délivré le 18 novembre 1998 à la Société des Alcools Dénaturés pour l'exploitation d'installations de dénaturation, reconditionnement et stockage d'alcool (éthanol, méthanol et isopropanol) sur le territoire de la commune d'Aubervilliers, concernant notamment les rubriques 253/1430 (A), 1434-2 (A) et 1434-1-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 5 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 susvisé qui dispose que : *« Lors d'une mise à l'arrêt définitive de l'installation, les réservoirs et les tuyauteries sont dégazés et nettoyés par une entreprise dont la conduite d'une démarche sécurité a fait l'objet d'un audit par rapport à un référentiel reconnu par le ministre chargé des installations classées. »*

Les réservoirs sont ensuite retirés ou, à défaut, neutralisés par un solide physique inerte.

Le solide utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de l'enveloppe interne du réservoir et possède une résistance suffisante et durable pour empêcher l'affaissement du sol en surface. » ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 7 avril 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 23 février 2011, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Mise en sécurité du site : Suite à la cessation d'activité, l'exploitant a fait transférer ses produits sur son site d'Anet (50) et fait éliminer les déchets (bordereaux joints). Les cuves aériennes ont été nettoyées, dégazées et laissées ouvertes et les cuves enterrées ont été

nettoyées, dégazées et neutralisées temporairement (neutralisation à l'eau). Le site est clôturé et gardienné.

Le site est considéré comme partiellement mis en sécurité. La neutralisation à l'eau des cuves enterrées n'est pas conforme à l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 : en cas de cessation définitive, les cuves doivent être extraites ou à défaut, neutralisées par un solide inerte.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société des Alcools Dénaturés de respecter les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

ARRETE

Article 1 - La Société des Alcools Dénaturés exploitant une installation de dénaturation, reconditionnement et stockage d'alcools (éthanol, méthanol et isopropanol) sise 8/12, rue du Pilier sur la commune d'Aubervilliers est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1998, dans un délai **d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté. Il s'agira de :

- compléter son plan de gestion en intégrant une évaluation de l'impact de la pollution en dehors du site,
- s'engager clairement sur les travaux de dépollution qui sont proposés (objectifs, échéanciers). Dans le cas où la suppression des sources de pollution n'est pas retenue, la Société des Alcools Dénaturés doit justifier de l'impossibilité technique de ces mesures ou de leur coût disproportionné.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montreuil, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à la Société des Alcools Dénaturés et publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 5 - Le Secrétaire général de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, la Sous-préfète de Saint-Denis, le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, le Maire de la commune d'Aubervilliers, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,

pour le préfet et par délégation
le secrétaire général .

Hugues BESANCENOT